

Crise, chômage, famines...

En Grande-Bretagne, le tollé provoqué par son plan de suppression de 30 000 emplois dans les mines a forcé le gouvernement Major à faire un peu machine arrière, mais le projet demeure, avec pour conséquence directe ou indirecte des dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

En Italie, un plan d'austérité sans précédent, augmentant les impôts des salariés, supprimant une partie des protections sociales et augmentant l'âge de la retraite, est mis en œuvre malgré la vague de protes-

tations qu'il entraîne.

Enfin, si en France il n'y a pas pour l'instant de plan de la même ampleur, c'est sans doute parce qu'il est en grande partie déjà accompli par les bons soins d'un gouvernement dit de gauche. Et cela n'empêche pas l'actualité d'être faite, elle aussi, depuis des mois, dans bien des entreprises, par les plans de licenciements des patrons, les attaques renouvelées contre les protections sociales et les divers projets pour faire faire le même travail à moins d'ouvriers pendant qu'on réduit les autres au chômage.

On pourrait en dire à peu près autant de la situation dans les autres pays européens, ou aux États-Unis secoués par la récession, ou même dans les pays de l'Est où le suave avenir promis pour leur entrée dans ce qu'on appelle "l'économie de marché" se traduit dès à présent par près de dix millions de chômeurs en Russie.

Bien sûr, encore faut-il s'estimer heureux de ne pas vivre en Somalie par exemple, car alors les grands responsables du fonctionnement de l'économie mondiale ne peuvent rien pour vous. La dernière idée a été de demander aux enfants des écoles d'un pays comme la France d'acheter un paquet de riz chez l'épicier, et de l'acheminer vers la Somalie avec le concours bénévole d'entreprises employés publiques comme la Poste ou la SNCF. Il faut croire que, pour ce qui est de la charité, le capitalisme et l'entreprise privée réputés si "performants" ne peuvent pas lever le petit doigt.

Voilà donc le fonctionnement ordinaire de cette économie capitaliste qui serait, à en croire presse, télévision et hommes politiques de gauche comme de droite, la seule organisation économique possible. Le seul espoir pour que ça aille mieux, selon des "prévisionnistes" qui ne prévoient rien du tout, serait d'attendre la deuxième moitié de 1993, ou peut-être le début de 1994, ou peut-être plus tôt, ou plus tard, ils ne savent pas. Alors, peut-être, si les capitalistes veulent bien investir, si les monnaies tiennent face à la spéculation, s'il n'y a pas de krach, de panique financière ni de nouvelle

riches ; un système où c'est la loi du profit, la soumission de l'ensemble des activités humaines aux impératifs du capital financier, qui est en train lentement mais sûrement d'étouffer toute l'économie.

Oui, quoi qu'on nous dise, le capitalisme est un système complètement usé, devenu depuis longtemps un frein au développement humain. Et si ses thuriféraires continuent à se servir de la faillite de l'URSS stalinienne pour tenter de nous convaincre qu'il n'y a aucun autre avenir socialiste ou communiste à espérer, ce n'est pas pour rien : c'est qu'en fait le capitalisme n'est fort que de la résignation des exploités,

LE CAPITALISME, CA NE MARCHE PAS

guerre, il paraît que l'économie pourrait aller mieux, ou plutôt un peu moins mal, car personne n'ose plus prétendre que cela pourrait supprimer le chômage dans les pays riches, ni développer les pays pauvres, ni même supprimer la famine en plein vingtième et bientôt vingt et unième siècle!

Au moment où jamais les connaissances, les possibilités scientifiques et techniques n'ont été aussi grandes pour l'humanité, voilà donc le système économique dont devrait se contenter la planète. Un système qui, débarrassé de tout son clinquant et des bavardages sur les prétendues "performances" de l'entreprise privée, apparaît pour ce qu'il est : un système délabré qui connaît pour seule loi l'inégalité entre les États et entre les hommes, la spéculation, l'accumulation de richesses scandaleuses à un pôle de la société, et à l'autre pôle le développement de la pauvreté, de la détresse jusqu'au coeur des pays réputés les plus

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

de la conviction qu'il réussit à leur insuffler qu'il n'y a rien d'autre à faire que subir.

Il n'est pas dit pourtant que ce mensonge puisse durer longtemps, tant la réalité se charge rapidement de le démentir et tant le système capitaliste lui-même nous apporte, chaque jour, son lot de nouvelles qui démontrent son absurdité et la nécessité de le remplacer par une organisation rationnelle de l'économie mondiale ; c'est-à-dire la nécessité du communisme et de la révolution.

A DROITE LE COMBAT DES CHEFS CONTINUE

L'approche des échéances électorales donne le tournis aux états-majors des formations

politiques traditionnelles.

Il faut reconnaître que la situation n'est pas simple. Car en même temps qu'il leur faut penser aux élections législatives qui sont programmées en mars 1993, ils doivent - du moins ceux qui ont l'ambition de postuler à cette fonction - tenir compte de l'élection présidentielle qui est prévue, elle, pour 1995.

Et la situation se complique encore du fait que ce calendrier peut être bouleversé, à tout instant, sans sommation préalable, par la volonté de Mitterrand, qui a pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale, ou de démissionner. Cette situation peut même se présenter indépendamment de sa volonté, l'état de sa prostate faisant loi.

Eh oui, il peut y avoir plusieurs cas de figure qui font que les postulants à l'Élysée n'ont pas trop intérêt à attendre pour se mettre sur les rangs, mais en même temps qui nécessitent qu'ils ne brûlent pas trop tôt leurs cartouches.

A cela s'ajoute le problème posé par la victoire éventuelle - mais prévue par tous les sondages - de la droite aux prochaines élections législatives, en mars 1993, victoire qui suppose une nouvelle période de

"cohabitation" si Mitterrand décide de conserver son mandat jusqu'à l'échéance de 1995. C'est là un des problèmes au cœur des débats au sein de la droite. En effet, dans l'actuelle opposition, qui osera accepter la charge de Premier ministre, c'est-àdire d'assumer la responsabilité de la gestion d'une situation sociale, politique, économique, peu reluisante? Les candidats à ce poste ne sont pas légion.

Il y a ceux, comme Pasqua, qui récusent tout de go ce rôle, d'autres comme Giscard, qui, tout en expliquant qu'il n'est pas possible pour la droite d'esquiver cette responsabilité, mettent en avant une série de préalables qui équivalent à un refus. Les regards se tournent donc vers des comparses de second choix tel Balladur, ce brave Balladur qui, com-



me une vulgaire Edith Cresson ou le débonnaire Bérégovoy, pourrait se charger des corvées ordinaires.

Pour le moment, il s'agit d'une surenchère entre hommes de droite pour montrer qu'ils sont plus antimiterrandistes les uns que les autres. On peut encore assister à des retournements de leur part. Et que fera Mitterrand? A voir les embarras de l'opposition à ce propos, il pourrait trouver avantage, si le choix lui en est laissé, à ne pas abandonner son fauteuil avant

Tant de facteurs sont en jeu qu'il est bien imprudent de se lancer dans les pronostics. Mais tout cela explique les contorsions des présidentiables de tous bords. La situation exige de leur part de solides dons d'équilibristes. D'autant que, tandis qu'ils lorgnent vers l'horizon électoral, il leur faut dans le même temps se surveiller mutuellement, car ils sont en compétition entre eux.

Le spectacle que donne

la droite en ce moment est donc plutôt celui de son pugilat interne, Chirac contrant Pasqua et Giscard se précipitant pour prendre position, bien plus pour coincer Chirac que pour pression Mitterrand afin qu'il rapproche les échéances. Il n'est pas du tout certain que, dans la situation actuelle, les leaders de l'opposition souhaitent précipiter les choses. A la fois parce que personne de ce côté-là ne s'est imposé aux autres comme LE can-

didat de la droite - y arriv ront-ils, c'est une auti affaire. Mais aussi parc que la situation éconmique, sociale et politique n'est guère reluisante.

Alors ne vaudrait-il p mieux, pour eux, laisser PS continuer le plus lon temps possible assumer gestion des affaires, donc discrédit, et se donner même coup le temps (régler – si cela est po sible – leurs problèm internes?

Jean-Pierre VIA

CFDT remplacement de Kaspar, mais continuité dans la continuité dans la politique de pollaboration "Crise au sommet". ses fonctions. Office lement il a été mis en a

"Crise au sommet", "coup d'Etat", "révolution de palais", "combat de chefs", la démission de Jean Kaspar du secrétariat général de la CFDT, remplacé par Nicole Notat, est apparue comme un événement inattendu. D'autant plus qu'en mai dernier, lors du 42ème congrès de la centrale syndicale, il avait été confortablement réélu à

ses fonctions. Officiellement il a été mis en accusation par le bureau national qui parle de "crise de confiance dans le management de l'organisation" et fait grief à Jean Kaspar d'un "manque de leadership". Avec ça, si vous n'avez pas encore tout compris...

Apparemment, les dissensions qui pouvaient exister au sein de la direction de la CFDT ne poitaient sur aucune divergence politique de fond, et c'est en tout cas ce qu'a tenu à souligner la commission exécutive de la CFDT lorsqu'à la mi-octobre elle a rendu publique la crise. C'est aussi l'impression qui ressort du dernier congrès où les critiques et les oppositions à la politique confédérale sont restées très limitées et plutôt margi-

La remplaçante de Jean Kaspar, Nicole Notat, n'a d'ailleurs annoncé aucun changement d'orientation, et en tant que secrétaire CFDT tirait satisfaction de adjointe, elle était déjà cette orientation, puisque étroitement associée à tout cela lui a permis de ravir à ce qui se faisait au nom de la confédération depuis la succession d'Edmond Maire en 1988. Pas question donc ni pour les uns ni pour les autres de renier le visage de plus en plus ouvertement collaborationniste affiché par la CFDT, ce visage qui lui permet aujourd'hui de damer le pion à Force Ouvrière, d'être la première organisation syndicale à signer les

accords, fussent-ils les plus contraires aux intérêts des travailleurs, que lui présentent patronat et gouverne-

C'est ainsi que la CFDT a signé les accords sur la diminution des remboursements de l'assurance chômage, qu'elle a fait campagne pour la CSG, qu'elle s'est illustrée en prenant position pour le travail de nuit des femmes, ainsi qu'en signant dans les entreprises un certain nombre d'accords de "flexibilité", etc. Et il faut croire que la direction de la présidence de l'UNEDIC, (passée à Nicole Notat), les présidences de la caisse d'assurance vieillesse, et qu'après une chute importante, ses effectifs avaient commencé selon elle à remonter ces trois dernières années, tandis qu'au niveau des élections aux comités d'entreprises, elle passait à la première place des organisations syndicales devant la

CGT, derrière les non-syndiqués il est vrai.

Pour pouvoir mener une politique en contradiction avec les intérêts des travailleurs et se faire ainsi reconnaître par la bourgeoisie comme interlocuteur privilégié, la CFDT se doit d'être un appareil le plus indépendant possible de ceux qu'elle prétend représenter. Pas étonnant alors que ce qui se passe à sa direction puisse être entouré de mystère, et que même ses propres syndiqués

soient surpris lorsqu'il y des changements sur le quels on ne leur deman pas leur avis. Car le prop des bureaucraties sync cales, c'est d'échapper contrôle, non seuleme des travailleurs, mais au à celui de ses propres mi tants et adhérents. Cela ra pelle que ce n'est pas pai que dans son sigle, CFDT met le mot "dén cratique", qu'il faudrait prendre pour argent con

Louis GUILBEI



• Lutte Ouvrière n° 1268 - 23 octobre 1992

Le procès de la catastrophe de la Gare

Sur Je banc des accusés UNE ABSENTE: LA DIRECTION SNCF

Le 27 juin 1988, un train de banlieue venant de Melun entrait Le 2/ Juin 1900, un train de pantieue venant de Meiun entrait de plein dans la gare souterraine de Paris-Lyon et percutait de paris l'arrêt pilon : se morte et dans la gare souterraine de raris-Lyon et percutait de piein fouet un autre train de banlieue, à l'arrêt. Bilan : 56 morts et de rambrouv bloccés nombreux biesses.

Aujourd'hui, la justice est censée examiner les responsabilités

Aujourd'hui, la justice les includés cont le conductour du définir les cultobilités et définir les culpabilités. Les inculpés sont le conducteur le définir les culpabilités. Les inculpés d'avoir mai rétabli le train temponneur Daniel Caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur Daniel Caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur Daniel Caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur Daniel Caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel caulin (accusé d'avoir mai rétabli le train temponneur pariel le train temponneur p et definir les cuipabilles. Les incuipes sont le conducteur du train tamponneur Daniel Saulin (accusé tholonge (accusé de traine de fraine de frai

système de freinage), le régulateur André Tholence (accusé de l'esperant système de treinage), le regulateur André Indience (accuse de train ne pas avoir averti les usagers à Gare de Lyon), l'agent de train ne pas avoir averti les usagers a conice co intrala auch nu anno con conice ne pas avoir avenu les usagers à clare de Lyon), l'agent de train.
André Fouquet (qui a pris son service ce jour-là avec quaire fandré an econdee de reterd) et une vouce de l'active de l'include de l'active de l'active de l'active de l'include de l'active de Andre rouquer (qui à pris son service ce jour-la avec quaire minutes 30 secondes de retard) et une voyageuse (pour avoir ne minutes d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse) d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme nour errêter le train qu'elle ne voyageuse (pour avoir ne le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageuse) de ciarei d'elerme ne voyageuse (pour le train qu'elle ne voyageus minutes ou secondes de retard) et une voyageuse (pour avoir inte le signal d'alarme pour arrêter le train qu'elle ne voyait pas le signal d'alarme pour arrêter le maisone) arreier comme a navitude à vert-de-maisons). la direction de la banc des inculpés, une absente cheminate at monage a sour cheminate at monage a source cheminate at monage and monage a source cheminate at monage a source cheminate at monage and monage at monage and monage and monage and monage at monage and s'arrêter comme d'habitude à Vert-de-Maisons). la SNCF. Ce qui laisse penser à tous, cheminots du la serve rendue et ne serve nac rendue. justice ne peut pas être rendue, et ne sera pas rendue.

notre époque, qu'une er-

reur de manœuvre d'un robinet lors d'un léger incident, ou qu'un retard de quelques minutes à l'em-

ponsables de la mort horrible de 56 personnes ! A quels horaires, à quel travail, sont donc astreints les hommes qui prétendent poser le problème ainsi?

Au cours des journées bauche, peuvent être res- du procès (les 19, 20, 21 et sur-Creuse

Juste après l'accident, des voyageurs emprisonnés appellent à l'aide. 24, 25, 26 octobre), la justice ne pourra donc au mieux que reconnaître que le problème est ailleurs. Mais cela n'est même pas dit d'avance. On a en mémoire le procès de la catastrophe de Flaujac, dans lequel le cheminot Yves Salens a été condamné; ou celui de celle d'Argenton-



jour du procès, les avocats des inculpés et des victimes ont tous dénoncé l'absence au banc des accusés des principaux responsables de la SNCF. "Où sont les généraux ?" a demandé Maître Collard, l'un des avocats des victimes, tandis qu'un les lampistes". Un seul avocat a déclaré que l'information sur les événements était suffisante pour commencer le procès: l'avocat de la SNCF! Suffisante à ses yeux puisqu'elle n'allait pas jusqu'à mettre en cause la responsabilité des dirigeants et autres hauts res-

Au tribunal, le premier ponsables de la société.

La série d'interrogatoires a commencé par celui de la voyageuse, à l'époque femme de ménage, qui a tiré le signal d'alarme le jour de la catastrophe. Ce jour-là, comme tous les jours, elle est montée dans le train à Juvisy en pensant que autre notait: "On ne peut c'était un omnibus. Or à la s'empêcher de penser suite d'un incident, l'omqu'ils (les inculpés) sont nibus avait été supprimé sans avertir les voyageurs. Constatant que le train brûlait la gare de Vert-de-Maisons, elle tira le signal d'alarme.

Du haut de sa chaire, le président a pressé la jeune femme de questions sur sa travail, combien elle gagne (5 000 F), après

avoir fait remarquer qu'elle a déjà été condamnée pour recel (6 mois avec sursis). Chaque argument avancé par la voyageuse, a été contré par le président : ainsi quand elle a déclaré avoir fait arrêter le train pour aller chercher ses enfants à l'école, craignant qu'en ne la voyant pas arriver la directrice ne les mette au commissariat, le juge lui a reproché "d'avoir fait prévaloir son sentiment personnel sur la collectivité". Mais qu'est-ce qu'il en sait, ce président, de ce qui se passe dans les écoles de banlieue?

Toujours dans la mêvie privée : quel est son me veine, le président a insisté sur le fait que son geste a été prémédité puisque la voyageuse a tiré trois fois le signal d'alarme. Il a fait remarquer plusieurs fois, au cours de l'interrogatoire, que si elle n'avait pas tiré ce fameux signal, "le train aurait continué sa route normalement" et que la catastrophe n'aurait pas eu lieu. Si l'on comprend bien, les signaux d'alarme dans les trains ne sont pas là pour servir.

Mardi 20 octobre, le conducteur du train tamponneur était à son tour sur la sellette face au président du tribunal...

A écouter celui-ci, le conducteur était en faute pour avoir usé "du système D" au lieu, en particulier, de suivre les règle-

ments à la lettre. C'est-àdire, après l'arrêt du train à Vert-de-Maisons suite au signal d'alarme tiré, de ne pas avoir consulté le règlement de sécurité, article 10, le livre rouge et puis le livre vert, l'article 316 du PGM (prescriptions générales du mécanicien), le guide du dépannage, et sa page 347, mais aussi l'article 431 et 360 du PGM,...

Lorsque le même conducteur s'est rendu compte qu'il n'avait plus de frein, l'avis du président du tribunal est qu'il aurait dû, non pas hurler: "Souterraine, arrêtez tout, je n'ai plus de frein" dans sa radio, mais aurait dû "respecter les textes" pour suivre toute la procé-

dure d'identification: rester dans la cabine (et non rejoindre les voyageurs pour leur dire de s'éloigner et de s'allonger par terre), décrocher, attendre qu'on lui réponde, donner le numéro de son train, etc. Qu'importe si "pendant tout ce temps, on fait du chemin" comme a fait remarquer le conducteur... Il aurait dû également siffler deux fois ce qui aurait eu "un effet bénéfique pour les passagers en gare", dixit le président. Et l'interrogatoire de l'agent d'accompagnement qui a suivi s'est poursuivi sur le même

Bref, pour mettre les lampistes sur le gril, la cour va bon train...

de Lyon

condamnation d'un autre cheminot, Jean-Yves Brisset

Justice ne sera pas rendue non plus parce que les voix de ceux qui n'ont rien à perdre et qui ont vraiment envie que toute la vérité soit dite, seront bien faibles. Celles des usagers mais aussi celles des cheminots de la base. Même les organisations officiellement représentatives des travailleurs du chemin de fer n'ont, jusqu'à la veille du procès, rien préparé, se contentant de quelques discrètes déclarations de principe. Elles se soucient peut-être de ne pas ternir l'image de la "maison" SNCF. Alors que les cheminots, eux, ont tout intérêt à ce que la vérité soit proclamée. Et la vérité est que, le plus souvent, les rattrapages de situations difficiles ou dangereuses reposent uniquement sur eux et leur conscience. On passe souvent par miracle à côté d'une catastrophe... comme cela s'est encore produit le 30 septembre dernier à Saint-Germain au Mont-d'Or près de Lyon.

En fait, la SNCF fait bien des efforts considérables... mais moins sur la sécurité que pour économiser des effectifs. Des centaines de têtes y travaillent tout au long de l'année. Tous les cheminots dans toutes les filières en ressentent les effets sur les roulements, les organigrammes. Et dès qu'ils ont économisé du monde, les dirigeants de la SNCF recommencent. Les me-

and the second of the second o

sures en matière de sécurité semblent prises à regret, car elles vont à contrecourant d'un tout autre choix : après la catastrophe de Gare de Lyon suivie de peu par l'accident de la gare de l'Est – la SNCF a dû décider un "programme spécial" d'investissements de sécurité. Et elle s'est abritée derrière celui-ci lors de la catastrophe de Melun qui, il y a un an, faisait 16 morts dans la banlieue parisienne. Ce programme de sécurité représente 1,2 milliard de francs pour cinq ans. Mais pour la même période, ce sont 50 milliards qui ont été trouvés pour les constructions de lignes nouvelles TGV! Ce n'est pas la technologie qui fait défaut. La SNCF en a fait la preuve sur le TGV où, dès le départ, tout a été conçu pour obtenir la sécurité optimum. Ce n'est pas non plus l'argent qui manque. Ce qui est en cause, c'est comment il est aiguillé. Sous la pression et dans l'intérêt de qui?

Le KVB, système de contrôle qui aurait sans doute évité bien des accidents, attendra encore des années avant d'être installé sur l'ensemble du réseau. En clair quelquesuns ont choisi de continuer à prendre des risques plutôt que de toucher à la cadence à laquelle les bétonneurs, les industriels du ferroviaire et les banquiers qui vont avec, font des profits. Ceux-là ne sont ni inculpés, ni même mentionnés!

Correspondant LO

e erendere. Vizit koren

ΔFP



PAROLES DE PATRON

Interrogé à France -Inter, Périgot, le président du CNPF, le syndicat des patrons, a trouvé que le projet de budget n'en donnait pas assez aux entreprises. Il attendait dix milliards de cadeaux, il n'y en aurait que sept, car - scandale! - "tout le reste est donné aux individus" sous forme d'allègements fiscaux.

Pour lui, cet argent serait bien plus utile au patronat s'il lui était versé directement et sans trop attendre. On le comprend : s'il faut passer par le circuit de la consommation, quelle perte de temps. D'autant que, d'après lui, "les consommateurs, vous pouvez leur donner tout ce que voulez aujourd'hui. Ils ne font pas marcher le commerce". On se demande en effet pourquoi les travailleurs n'ont pas en ce moment une boulimie de consommation. On suppose que pour un Périgot,

la consommation et le montant des salaires ou des retraites, cela n'a vraiment aucun rapport.

Et pour bien montrer qu'il se moque bien d'augmenter la consommation pour relancer l'économie, il a réclamé de nouvelles "dispositions fiscales qui permettent aux entreprises d'être soulagées dans leur trésorerie" par exemple "en régulant les dépenses de protection sociale" car - vieux refrain - "la France vit audessus de ses moyens".

Et pour mettre les points sur les i, il a proposé une fois de plus de s'en prendre au système actuel de retraite, en réclamant l'introduction "sans attendre" d'un régime par capitalisation, un système qui aux Etats-Unis laisse nombre de vieux travailleurs sans couverture sociale.

Il y avait cependant une petite nouveauté, peut-être inspirée par l'expérience d'un certain Maxwell, qui en Angleterre avait copieusement puisé dans les fonds destinés aux retraités de son entreprise. Périgot souhaite en effet qu'une partie de la cotisation sociale reste à l'intérieur des entreprises, qui pourraient ainsi en disposer à leur guise... en toute légalité.

Quand la journaliste a fait remarquer à Périgot qu'il y avait peut-être là un risque d'escroquerie, il a répondu: "Tout est risqué quand c'est entre les mains de gens malhonnêtes". Le "patron des patrons" doit savoir de qui il parle

J.F.



Il paraît que les visiteurs du dernier salon de l'automobile - pardon, le "Mondial" n'ont jamais été aussi nombreux à venir admirer les nouveaux modèles. Et mieux encore - pour les exposants jamais les commandes au salon n'ont été aussi bonnes.

Mais tout cela, de la Twingo à la Mercédès, c'est de la vulgaire voiture de série, avec des options qui sont ellesmêmes standard. Non, vraiment, les gens ne savent pas

Little Committee Committee

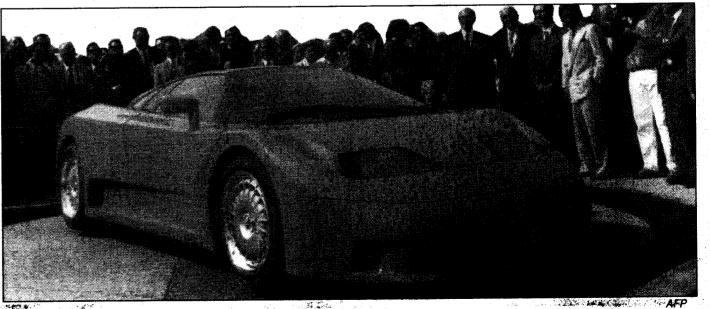
vivre. Ils achètent du prêt-àrouler alors que la société Venturi, avec quelques autres comme De la Chapelle et Bugatti, proposent du sur mesu-

Chez Venturi, la voiture n'est pas bêtement construite à la chaîne et stockée au risque d'être cabossée avant d'avoir été vendue. La fabrication ne commence qu'avec la commande ferme. Et comme chez le tailleur, tous les aménagements sont entièrement "à la carte". On a le choix entre une quinzaine de peintures extérieures, mais il est possible de se faire réaliser n'importe quelle couleur (pourquoi pas, assortie à la couleur de votre robe, de votre cigare préféré ou à celle de vos chaussettes), deux qualités de cuir en cinquante-quatre coloris, dix bois différents pour le tableau de bord (en mat, vernis, satiné, demi-satiné ou brillant), une moquette, synthétique ou pure laine, en vingt coloris. Et Ven-

turi n'est pas chien, si vous souhaitez un ensemble de bagages en cuir assorti à la voiture, c'est possible. On est raffiné ou on ne l'est pas!

On se demande ce qui vous arrête: peut-être le fait que la carrosserie est standardisée et le moteur, un vulgaire moteur de série? Surtout ne nous dites pas que c'est le prix. Vous savez bien qu'aujourd'hui pour 400 000 à 600 000 F, on n'a plus rien, n'est-ce pas...

ALL STREET, STREET, ST.



The state of the s

L'OPÉRATION "RIZ POUR LES ENFANTS DE SOMALIE"

TROMPERIE SUR LA MARCHANDISE

Mardi 20 octobre commençait l'opération "Les enfants de France pour la Somalie", organisée par les ministères de l'Education (celui de Jack Lang) et de l'Action humanitaire (celui de Bernard Kouchner). Tous les écoliers, de la maternelle à la terminale, et par la même occasion leurs enseignants, ont été invités à apporter à l'école leur paquet de riz.

Les petits paquets seront versés dans des sacs de 25 kilos, les sacs collectés dans les 74 000 établissements publics et privés seront acheminés par La Poste (la direction de La Poste a fait appel pour l'occasion à des postiers "volontaires", mais a bien précisé aux intéressés qu'elle les voulaient "bénévoles"!) et par la SNCF jusqu'au port autonome de Marseille. Là, les sacs de riz seront embarqués à bord 1'un navire, La Paimpolaise, qui devrait arriver le 20 novembre à Mogadiscio.

Côté français, les écoiers ont bien sûr été sensibiisés par la campagne télévisée montrant les enfants de Somalie mourant de faim et ont donc demandé à leurs paents d'acheter le riz. Bernard Kouchner a déclaré: "C'est un merveilleux geste

d'instruction civique. Il s'agit d'apprendre à joindre le geste à la parole, d'apprendre la responsabilité collective". En fait, les écoliers auront surtout fait un "merveilleux geste" ... de publicité gratuite à Bernard Kouchner et à Jack Lang. Il faut reconnaître que, parmi les ministres, ceux-là savent particulièrement bien s'occuper de leur propre image. C'est sans doute cela, pour Kouchner, "l'apprentissage de la responsabilité collective"!

Quant au geste "humanitaire" lui-même... Combien y aura-t-il eu d'enseignants, de parents, pour expliquer aux enfants qu'on se joue de leur bon cœur? Que les 6 000 à 10 000 tonnes qui seront collectées et avec lesquelles, d'après Kouchner, "on peut nourrir un million

mois", serviront en priorité, si elles arrivent à destination, à nourrir les bandes armées rivales qui se disputent le contrôle de la capitale de la Somalie? Que le riz qui arrivera dans les entrepôts a plus de chances d'être la proie de bandes de pillards – sans doute affamés eux aussi que d'être donné directement aux enfants somaliens? Et puis que l'opération en elle-même est absurde, en regard de l'aide que pourrait apporter un Etat, s'il voulait se servir de ses moyens? Car un paquet de riz, importé en général

d'enfants pendant deux d'Asie, et donc déjà transporté et empaqueté dans une usine, puis mis en vente dans un supermarché, pour le dépaqueter, le reverser dans des sacs, mobiliser postiers, cheminots et marins pour le retransporter ailleurs, représente un gâchis et une perte d'argent et de temps considérables... par rapport à un transport direct du même riz sur place, avec des moyens à la mesure! Mais alors qu'il y a urgence et que les enfants de Somalie meurent de faim, les Kouchner et Lang, ministres, membres du gouvernement français et qui ont des moyens d'Etat à leur dis-

position, préfèrent prendre le temps de se décharger de leurs responsabilités sur les écoliers pour une prétendue fin "pédagogique"!

Et puis surtout, qui se trouvera-t-il pour dire aux écoliers que la famine et la guerre civile que connaît la Somalie sont des conséquences de la colonisation et du pillage généralisé du Tiers Monde organisé par les pays impérialistes les plus riches? Quels professeurs, quels maîtres, quels parents expliqueront aujourd'hui que la seule façon d'aider réellement les enfants de Somalie, et tous les enfants

pauvres du monde, ce serait de lutter contre l'ordre capitaliste mondial et de le renverser? On n'entendra sans doute pas grand monde tenir ce langage.

Et les écoliers en France auront certainement l'impression d'avoir "fait quelque chose" pour les petits enfants de Somalie, exactement comme autrefois les petits enfants de bonne famille avaient l'impression "d'avoir fait quelque chose pour les pauvres" en leur donnant quelques-uns de leurs jouets ou de leurs vêtements.

Sylvie FRIEDMAN

LE HARCÈLEMENT SEXUEL À L'ENTREPRISE HORS LA LOI

Tout employeur, tout chef qui serait tenté d'abuser de son autorité pour obtenir les faveurs d'une travailleuse (ou d'un travailleur) sous ses ordres avec, à la clé, le chantage banal à la promotion voire, pour les plus récalcitrantes, les menaces, les sanctions ou le licenciement, est désormais passible de condamnations pénales pouvant aller jusqu'à un an de prison.

La loi condamnant ce qu'il est convenu d'appeler le "harcèlement sexuel" à l'entreprise vient en effet d'être adoptée définitivement en seconde lecture à l'Assemblée nationale.

Cette loi va peut-être mettre un frein à ce genre d'abus, probablement pas si rare qu'on pourrait le croire. Car ce qui est peu fréquent n'est sans doute pas la chose, mais le fait que les victimes osent en parler publiquement, tant elles redoutent de voir leur milieu, leur famille se désolidariser d'elles, leur reprocher de l'avoir bien cherché... comme cela est arrivé et arrive encore aux femmes victimes d'un viol. Et de ce point de vue, en condamnant ce genre d'abus, la loi autorise en quelque sorte la plainte des victimes, qui jusque-là avaient bien du mal à faire reconnaître leur

En fait, si de tels actes sont probablement moins courants dans de grandes entreprises, où les femmes sont plus nombreuses et ont plus de moyens de se défendre collectivement, il n'en va sans doute pas de même dans de petites entreprises, dans de petites localités, où les syndicats sont rares ou inexistants et où un patron peut être tenté de jouer au petit potentat et d'user du "droit de cuissage" comme au "bon vieux temps", car aucune loi n'interdit d'être taré et à la fois patron.

De ce point de vue, cette loi, comme d'autres lois votées antérieurement punissant le viol, les sévices contre les enfants ou les vieillards, ou encore les lois interdisant les propos et les actes racistes, est un

moyen de plus à la disposition des femmes pour faire cesser ce genre d'abus. Et de toute façon, elle permet à des associations, des syndicats, de se porter partie civile contre de tel les méthodes.

Constatons cependant que le législateur n'est pas pressé. Il en a fallu des années pour qu'enfin une loi prenne forme. Et ce n'est que parce que des femmes de plus en plus nombreuses ont eu le courage d'affronter les rumeurs malveillantes et d'intenter des procès à des employeurs "machos", que le législateur s'est enfin décidé à voler au secours de la victoire. La loi ne fait que traduire un changement qui a commencé à se traduire dans les mœurs, rien de plus.

Et encore. En deuxième lecture, les députés ont cru bon d'édulcorer certains aspects prévus dans le premier texte. Le PCF a d'ailleurs refusé de voter le texte final. Car, contrairement à ce qui était prévu dans un premier temps, il ne sera désormais pas obligatoire d'afficher la loi dans les entreprises, ni dans les bureaux d'embauche. Les questions trop "personnelles" à l'embauche ne sont toujours pas interdites formellement, ce que réclamait aussi le PC. Enfin, en cas de procès, même si la victime souhaite un débat public, un patron peut obtenir le huis clos s'il le demande. On le voit, l'audace du législateur ne va pas jusqu'à prendre le risque de trop mécontenter le patronat, même sur un terrain aussi limité que celui-ci. Et si les abus de pouvoir sexistes sont désormais

condamnés par la loi - on ne pouvait tout de même pas espérer moins - les discriminations sexistes restent... L'égalité entre hommes et femmes devant les salaires et à l'embauche reste un des plus gros problèmes pour les femmes qui travaillent actuellement. Cette égalité est pourtant théoriquement la loi. Théoriquement ! De la théorie à la réalité, il reste un monde... à changer.

Cécile BERNIER



5 • Lutte Ouvrière n° 1268 - 23 octobre 1992 •

Le prix Nobel de la paix à Menchu Rigoberta Menchu Rigoberta

Visage du Guatemala : patrouille militaire dans les rues.

En attribuant le prix Nobel de la Paix à Rigoberta Menchu, le jury d'Oslo a sans doute voulu rendre un assumé le risque d'égrati-

hommage symbolique aux peuples indigènes d'Outre-Altlantique. Il a visiblement

UN PRIX NOBEL... **ET 500 ANS** D'EXPLOITATION!

gner l'amour-propre des autorités civiles et militaires guatémaltèques qui, tout en préconisant depuis plusieurs années la reprise d'un dialogue avec l'opposition et les forces de guérilla, n'en finit néanmoins pas de réprimer les mouvements indiens et paysans. Mais il faut dire que la lauréate d'aujourd'hui s'efforce pour sa part de présenter un visage plutôt rassu-

La candidature de cette femme, qui appartient au peuple quiché du Guatemala, était en tout cas très largement soutenue par divers mouvements de défense des Droits de l'Homme ainsi que par de multiples mouvements de défense des droits des peuples indigènes qui, en cette année anniversaire de la découverte du continent américain, voulaient dénoncer les discriminations de

toute sorte qui pèsent aujourd'hui encore sur les populations indiennes.

Le Guatemala est d'ailleurs un exemple frappant de cette situation, puisque les communautés indiennes qui descendent des Mayas (près de 60% des 9 millions d'habitants que compte ce pays) font dans leur quasi-totalité partie de la paysannerie pauvre. Elles n'ont jamais cessé de subir l'exploitation des grands propriétaires, les violences de leurs polices particulières et celles des forces de répression de l'Etat guatémaltèque, qui a toujours réprimé dans le sang et la terreur les révoltes et les guérillas qui ont marqué l'histoire de ce pays à diverses époques, et en particulier après l'établissement en 1954 d'une dictature militaire appuyée par les Etats-

Le père de Rigoberta Menchu était de longue date un militant, puis un dirigeant d'une organisation paysanne en lutte pour la terre ; la famille fut décimée, comme bien d'autres familles paysannes, par la répression impitoyable organisée par le gouvernement en 1979-1980, à une époque où, comme d'autres régimes militaires d'Amérique centrale, les dirigeants du Guatemala firent tout pour stopper la montée de mouvements de guérilla encouragés par la victoire des sandinistes au Nicaragua.

Accusée d'entretenir des liens politiques avec la guérilla, Rigoberta Menchu se définissait alors comme une militante chrétienne révolutionnaire. En 1981, elle dut s'exiler au Mexique, où elle continua d'apparaître comme une dirigeante du Comité d'Unité Paysanne et de l'opposition en même temps. Hostile au communisme, partisan d'un "christianisme au service des pauyres", Rigoberta Menchu est devenue au fil des années d'exil une personnalité internationale participant à diverses campagnes humanitaires; comme à différentes campagnes pour la paix au niveau national et régional. Plus récemment, Rigoberta Menchu s'est à plusieurs reprises déclarée favorable à un dialogue et à des négociations entre le pouvoir et les forces d'opposition, en particulier les forces liées à la guérilla. C'est en tout cas le langage qu'elle a tenu à ceux qui l'ont interrogée lors de l'un de ses voyages au Guatemala en juillet 1992.

C'est sans doute ce langage pacifiste et conciliant d'aujourd'hui qui lui a valu un prix Nobel, bien dérisoire quand on connaît le sort que continue de subir aujourd'hui, dans un pays comme le Guatemala, la population pauvre des villes et des campagnes, qu'elle soit indienne ou non. Car ce sort n'est pas seulement lié au régime odieux en place dans ce pays, mais à la situation que les pays riches imposent à la plupart des peuples d'Amérique latine.

Un prix Nobel... pour 500 ans de pillage et d'extermination, ce n'est pas cher

Henriette MAUTHEY

Égypte

DU TREMBLEMENT DE TERRE.... AU SÉISME POPULAIRE ?

Le tremblement de terre de la région du Caire aurait fait, selon les chiffres officiels, un peu plus de 500 morts. Mais en réalité on n'en sait trop rien. Et peutêtre certaines victimes ontelles été tuées par les bulldozers qui se sont empressés de dégager les décomme à Mexico il y a pauvres.

Le Caire est une immense cité d'immeubles sordides, parfois dangereusement surélevés par des propriétaires peu scrupuleux, mélangés à des bidonvilles et à des cimetières-cités des morts convertis, l'étage au-dessus, en abris pour les vivants. Chaque année "normale", sans séisme, plusieurs centaines de personnes périssent dans des immeubles qui s'écroulent. Le tremblement de terre n'a donc guère fait plus de victimes que l'impéritie humaine et la soif de profit des logeurs.

Mais ce qui est bien picombres; car en Egypte, re, cette fois, et qui a provoqué des émeutes, c'est demment un tremblement quelques années, on ne que des milliers d'im- de terre, même de relativeprend pas de gants avec les meubles sont sur le point de ment faible intensité, coms'écrouler et inhabitables. Les estimations chiffrent les sans-abri provoqués par la catastrophe entre 50 000 et 250 000 personnes...

> Condamnés désormais à vivre dans la rue, ils ont manifesté en s'attaquant, entre autres, au journal progouvernemental Al Akhbar. Les forces anti-émeute sont intervenues. Il y a eu

des morts et des blessés. Le ternationale, s'il y en a, président égyptien Moubarak a même dû promettre de reloger les victimes. Mais lesquelles ? Celles dont les immeubles se sont écroulés, ou toutes celles qui n'ont plus de toit?

L'Egypte est un pays pauvre, parmi les plus misérables de la planète. Evime c'était le cas, y fait beaucoup plus de victimes qu'en Californie par exemple, même quand la secousse est là-bas plus

Le gouvernement réserve ses fonds plutôt aux forces de l'ordre qu'aux victimes. Les pauvres n'auront donc rien ou pas grand-chose. Et l'aide inrisque de ne pas leur arri-

Alors, tout ce qu'ils obtiendront, ils ne l'auront qu'en le réclamant par la manière forte.





MAJORI

RÉBELLION DANS LES RANGS CONSERVATEURS

Il faut dire que, cette fois-ci, comme au plus haut de la révolte contre Thatcher et le poll-tax, le gouvernement a réussi à se mettre tout le monde à dos, à commencer par une partie des dignitaires du Parti Conservateur.

Ainsi a-t-on vu Winston Churchill Junior (le rejeton du vrai) déserter pour un jour ses clubs sélects du West End londonien pour aller prendre la parole devant une assemblée de mineurs goguenards de sa circonscription proche de Manchester et s'exclamer: "On ne peut quand même pas survivre rien qu'avec des Kentucky Fried Chicken et en jouant sur les marchés financiers!".

Ou encore cette manifestation où plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues de la très respectable ville d'eaux de Cheltenham Spa, derrière un grand propriétaire de la région, Lord Neidpath, et l'évêque anglican de Tewkesbury. On pouvait remarquer, parmi les manifestants, cer-

tains qui arboraient l'insigne conservateur en même temps qu'une pancarte où l'on pouvait lire: "Licenciez UN Major, mais pas 30 000 mineurs!".

Et pour couronner le tout, c'est du saint des saints conservateur, le "Comité 1922", qui se veut l'expression des députés conservateurs du terroir et se situe plutôt à l'aile droite du parti, qu'est venu l'anathème final lorsque plusieurs dirigeants de ce comité ont rendu publique leur intention de voter contre le gouvernement lors du débat sur les Charbonnages prévu pour le 22 octobre au Parlement.

Les députés non-conservateurs ayant annoncé qu'ils soutiendraient la motion présentée par le Parti Travailliste pour un moratoire sur les fermetures de puits et une commission d'enquête parlementaire, il aurait suffi que 11 députés conservateurs votent contre le gouvernement pour mettre Major en minorité. Ce qui explique sans doute le revirement brutal auquel on a assisté.

Les raisons de cette rébellion sont plutôt mélangées. Il y a des raisons électoralistes : survenant juste après la déroute de la livre, cette nouvelle vague de licenciements, et surtout sa brutalité, risquait d'être très impopulaire jusque dans l'électorat conservateur. Et puis il y a sans doute, peut-être

même surtout, la bagarre de clans qui continue au sein du Parti Conservateur. Hier au nom de la souveraineté nationale face à l'Europe, aujourd'hui au nom des mines "fleuron de la tradition industrielle britannique", ce sont les mêmes protagonistes, ceux qui auraient peut-être pardonné à John Major de n'être qu'un parvenu sorti des rangs et non de la hiérarchie du parti, tout comme ils l'avaient pardonné à Thatcher en son temps de gloire, s'il n'avait pas accumulé désastre sur désastre.

UN RECUL, OUI MAIS... POUR MIEUX SAUTER

Que le gouvernement ait fait machine arrière, c'est incontestable. En tout cas peut-être assez pour rassurer ses propres partisans. Mais sûrement pas en ce qui concerne les mineurs.

D'abord, bien sûr, parce que les 7 300 salariés des dix mines qui restent visées sont pratiquement assurés de se retrouver sur le pavé dans les trois mois qui viennent.

Ensuite parce que la seule garantie qu'aient les travailleurs des 21 mines restantes, c'est qu'aucune procédure de fermeture ne sera lancée contre leur mine... avant le 1er janvier 1993. Après cette date, rien n'empêchera le gouvernement de reprendre l'offensive, et il ne cache d'ailleurs pas ses intentions à ce sujet.

Car les échéances et les raisons qui ont présidé au plan initial sont toujours là. C'est d'abord l'échéance de la privatisation des Charbonnages que le gouvernement voudrait la plus rapide possible, non pas pour l'argent qu'elle lui rapportera (car la vente rapportera bien moins que le montant total

des dettes des Charbonnages qu'il devr annuler) mais pour satisfaire les milieu financiers et redonner un peu de tonus à l Bourse.

Or le problème se complique du fait de rivalités entre un certain nombre de compa gnies récemment privatisées, entre celle qui distribuent l'électricité et celles qui l produisent. Les premières ont décidé d construire des centrales au gaz de façon échapper au monopole des secondes, tandi que les secondes veulent acheter plus d charbon importé pour échapper au mono pole des Charbonnages. Or c'est en c moment que se négocient les contrat d'approvisionnement des centrales ther miques. Et même si leur contenu n'a pas ét rendu public, on sait que les commande annuelles seraient en baisse de 25 million de tonnes de charbon environ, soit la pro duction des 31 mines initialement visées.

Dans ces conditions, il est évident qu tenter la privatisation des Charbonnage serait s'exposer à un fiasco cuisant, à moin justement de fermer ces 31 mines. L logique, au moins du point de vue capitalis te évidemment, est imparable.

125 000 EMPLOIS SONT RÉELLEMENT MENACÉS

Du point de vue des travailleurs, c'es autre chose. Car les 30 000 emplois qui res tent menacés sinon dans l'immédiat, a moins dans les mois qui viennent, ne son que la partie visible de l'iceberg.

Ce chiffre ne tient en effet compte que des salariés des Charbonnages. Or il fau

AENACÉ DE NCIEMENT?

compter en plus dans ces 31 mines les "sous-traitants", au nombre de 15 000 environ, qui sont pour la plupart des mineurs licenciés à qui les Charbonnages offrent du travail à titre de travailleurs indépendants. Ce qui explique d'ailleurs le décalage énorme entre la production de charbon par salarié dont les conservateurs se sont tant vantés, comme preuve de leur efficacité à "mater" les mineurs, et le coût de production de la tonne : c'est tout simplement que, pour deux salariés sur le papier, il y a en fait trois ouvriers au travail...

A quoi il faut ajouter toutes les industries locales et nationales dont l'existence dépend des mines menacées. Ainsi par exemple les Chemins de Fer Britanniques, bien connus pour leur promptitude à supprimer des emplois, ont commis une boulette en envoyant trop tôt une lettre à tous les cheminots du Yorkshire dans laquelle ils les poussaient à prendre des départs volontaires à cause de la réduction prochaine du trafic charbonnier. Comme cela s'est fait une semaine avant l'annonce du plan gouvernemental, cela a fait un petit scandale. Mais le fait est là : 5 500 emplois liés au transport du charbon doivent disparaître d'après cette lettre.

En ajoutant tout, on estime que ce ne sont pas 30 000 mais bien 125 000 emplois qui disparaîtront rien qu'avec la fermeture de ces 31 mines.

Et ce n'est pas par hasard si, dans les manifestations qui se sont déroulées en ordre dispersé dans les régions minières au cours des derniers jours, on a vu des travailleurs de toutes catégories se joindre aux rangs des mineurs.

LA COLÈRE RENTRÉE DES TRAVAILLEURS

L'annonce des projets gouvernementaux a d'ailleurs choqué les travailleurs dans tout le pays. Dans les bus, les métros, les ateliers ou au pub, on ne parlait que de cela. Avec consternation, mais aussi colère parfois. Il y a même eu quelques débrayages spontanés de protestation, dans les transports du Yorkshire en particulier et dans quelques usines.

Dans les mines elles-mêmes, il y a eu quelques réactions de colère, comme par exemple dans cette mine du Pays de Galles où, en apprenant la nouvelle, l'équipe de

nuit a refusé de quitter les galeries jusqu'à ce qu'un permanent régional du NUM, le syndicat des mineurs, vienne promettre aux ouvriers qu'une réunion d'urgence de l'ensemble des régions minières allait s'occuper d'organiser la riposte.

Globalement néanmoins, en dehors de nombreux cortèges locaux dans les centres miniers, qui font partie des traditions, les mineurs sont restés dans l'expectative. En partie parce que le chantage des Charbonnages, les menaçant de perdre toute indemnité de licenciement en cas de grève, a un certain impact; en partie parce que beaucoup pensent que le NUM n'a pas la volonté, ou la capacité, de mener une contre-offensive.

Ce d'autant plus, d'ailleurs, que l'appareil du NUM a tout fait lui-même pour doucher les travailleurs par avance. Par exemple, toujours au Pays de Galles, l'appareil a organisé un vote à bulletins secrets sur la grève illimitée dans chacune des trois mines visées, 36 heures après l'annonce du plan de fermetures, avant même que les réactions à ces annonces soient connues, et en agitant le spectre d'une réédition de la défaite de 1984-85. Les bureaucrates ont eu le résultat qu'ils voulaient, avec une majorité de non et une faible participation.

Quant à la direction du NUM, et en particulier son président Arthur Scargill, elle a commencé par parler de grève. Puis, au fur et à mesure des rencontres avec d'autres représentants de la bureaucratie syndicale, de la grève elle est passée à l'organisation d'un vote à bulletin secret à partir du 29 octobre; puis elle a oublié le vote sur la grève pour parler de "ne rien faire qui puisse empêcher toutes les couches de la population de se joindre à la protestation des mineurs". Il y a fort à parier que l'accord d'alliance passé entre Scargill et l'AEU, qui organise les ouvriers des centrales thermiques, le premier depuis les années 20, est pour quelque chose dans ce dernier revire-

PRÊTS POUR LE SERVICE

Il y a donc eu, toute cette semaine, de fiévreuses tractations au sein de la bureaucra-



Des mineurs de la région de York.

tie syndicale et entre celle-ci et celle du Parti Travailliste.

Pour ce dernier, il ne s'agit certes pas de revendiquer le droit au travail pour les ouvriers menacés de licenciement. Le terrain sur lequel il se place est celui de l'"incompétence" de Major et des conservateurs. Et la motion qu'il a proposée au Parlement exige en particulier qu'une commission parlementaire vérifie les allégations de Major sur la non-rentabilité des 31 puits visés. C'est dire que, si ces puits se révèlent non rentables, les travaillistes ne verront pas d'inconvénient à leur fermeture. Après tout, comme les conservateurs ont beau jeu de le rappeler, c'est un gouvernement travailliste qui a le record des suppressions d'emplois dans les mines - le gouvernement Wilson de 1964-70.

De toute façon, le fond de la politique des travaillistes est de créer un climat tel que les divisions au sein du Parti Conservateur éclatent au grand jour et les aident à faire tomber Major au Parlement.

C'est dans cet esprit qu'ont été organisées, en commun avec les dirigeants syndicaux, les manifestations du mercredi 21 devant le Parlement, au moment du débat sur la motion présentée par le Parti Travailliste, et surtout la journée d'action nationale du 25 octobre dont le point culminant sera une manifestation centrale qui se déroulera à Londres. Le fait qu'au cours du meeting final les orateurs prévus incluent, outre les dirigeants syndicaux et travaillistes, ceux du Parti Libéral-Démocrate, des conservateurs oppositionnels comme Winston Churchill et des huiles des différentes Eglises, dit assez qu'il ne s'agit pas là de préparer une riposte ou de redonner confiance aux travailleurs, mais bien plutôt d'entourer le Parti Travailliste de la caution de politiciens des plus respectables, bref d'en faire un remplaçant crédible à Major.

Quant aux dirigeants syndicaux, ils ont eux aussi leurs propres objectifs. Il s'agit pour eux de faire la démonstration de leurs forces, et de s'adresser au patronat, par-dessus la tête du gouvernement, pour bien lui montrer qu'en pratique, il ne pourra se passer de leur collaboration dans les mois qui viennent si la récession continue à s'aggraver.

Scargill à l'époque de la grande grève des mineurs en 1984.



Dans tout cela, ce sont les travailleurs que l'on a le moins entendus pour l'instant. Mais peut-être cela va-t-il changer. Peut-être, malgré tous les calculs politiciens des bureaucrates, ces manifestations seront-elles quand même l'occasion pour eux de se compter et de reprendre confiance dans l'action collective. En tout cas, on ne peut que le souhaiter.

François ROULEAU



coslovaquie, C'en était fini de l'anticommunisme primaire de la période de la Guerre Froide, de l'entêtement à ne pas vouloir "reconnaître" l'autre Allemagne. L'"Ostpolitik", entreprise une fois que la bourgeoisie européenne et tout particulièrement allemande se fut relevée de la guerre et mise à chercher de nouveaux marchés pour ses capitaux et ses marchandises, correspondait en fait aux intérêts du "monde libre", à ses profits sonnants et trébuchants. L'Allemagne de l'Est, en particulier, est devenue de plus en plus "infiltrée" par les capitaux et l'influence ouestallemands. Même si c'est l'Est. finalement le gouverne-

l'URSS. ment de Kohl qui a glané le blé semé par Brandt avec la réunification.

Militant de la paix, Willy Brandt? Il est toujours resté un des plus fervents défenseurs de l'intervention militaire au Vietnam, même quand les massacres et les atrocités ont fait descendre dans la rue des centaines de milliers de jeunes (dont son propre fils) et même quand son "ami" le Suédois Olof Palme s'est senti tenu de s'en désolidariser. Et ensuite, c'est grâce à lui, entre autres, que l'Allemagne de l'Ouest a été truffée d'un nombre toujours croissant de bases de fusées américaines, tournées vers

LA BOURGEOISIE RECONNAISSANTE

Willy Brandt, mort le 8 octobre, a été enterré le 18, à Berlin, en grande pompe militaire. Roulements de tambours, drapeaux "noir-rougeor", hymne national et chants militaires. Des centaines de personnalités et journalistes avaient fait le déplacement, des gouvernants déchus ou encore en place, des têtes couronnées ou républicaines. Se pressalent là Kohl comme Mitterrand, Gorbatchev comme le prince Charles (sans "Lady Di"), le PDG de Daimler-Benz comme le trésorier de l'ANC, le secrétaire général de l'ONU comme le chef du gouvernement israélien. Brandt a été louangé par tous comme celui qui aurait "sauvé l'honneur de l'Allemagne", défendu la paix et la démocratie. Les grandes envolées nécrologiques n'étaient pas hypocrites. A Willy Brandt, la bourgeoisie allemande et plus largement occidentale peut être reconnaissante.

UN HOMME POLITIQUE **DE RECHANGE**

Le fils d'une simple dans la "grande coalition" vendeuse, adhérent du SPD à l'âge de 16 ans en 1969, puis chancelier lui-1930, a fait du chemin : bourgmestre de Berlin-Ouest en 1957, ministre des Affaires étrangères et leader de l'Internationale

CDU-SPD de 1966 à même de 1969 à 1974, tout en étant président du SPD de 1964 à 1987 et vice-chancelier de la RFA Socialiste. Et c'est un fait

qu'il a contribué à sauver la mise de la bourgeoisie allemande. De multiples façons.

D'abord en lui offrant une - certes pas la seule carte de rechange au nazisme. Il a été parmi ceux qui ont quitté l'Allemagne en 1933 et ont pu se targuer, pour réussir après-guerre leur carrière politique, d'avoir combattu Hitler (puisque Willy Brandt a entre autres revêtu contre l'Allemagne nazie un uniforme norvégien d'officier... de presse). Cela dit, Willy Brandt a accédé pour la première fois à des fonctions gouvernementales, en 1966, dans cette fameuse "grande coalition", comme ministre du chancelier Kiesinger, un politicien fort décrié pour avoir 1933 et y avoir fait une gnoté aussi de ce pain-là.

Mais Brandt a réussi un autre coup d'éclat quand, le 7 décembre 1970, il s'est agenouillé devant le mémorial dédié aux victimes du ghetto de Varsovie. Son geste a pu faire pleurer dans bien des chaumières. Il demandait pardon au nom de tous les Allemands. Brandt entretenait ainsi le mythe que le nazisme aurait été une tare dont tous les Allemands auraient été également responsables, au mépris de tous ceux qui, en Allemagne, surtout dans les rangs de la classe ouvrière, en ont été les victimes. Et il demandait de fait pardon pour les autres, ceux qui ont été les artisans et les profiteurs du nazisme, en l'occurrence les grands de l'industrie et de la finance et adhéré au parti nazi en le gros de la bourgeoisie. Un coup de genoux qui a belle carrière. Pour grim- valu à Brandt, entre auper, Willy Brandt a gri- tres, son prix Nobel de la Paix.

LA "POLITIQUE À L'EST"...

Willy Brandt dans la dé-

Autre fait d'armes de l'Est", marquée par les traités historiques signés fense de la bourgeoisie, entre 1970 et 1972 avec la allemande: la "politique à RDA, la Pologne, la Tché-

... ET SURTOUT CELLE **DE LA BOURGEOISIE**

Militant de la démocratie, Willy Brandt? Il s'est certes illustré par le slogan lancé en 1969, quand il a été élu chancelier: "Oser plus de démocratie". Mais une partie de ceux qui avaient 20 ans en 1968 se rappellent que Brandt a soutenu alors la politique d'austérité antiouvrière accompagnée de "lois d'urgence" - des "pouvoirs spéciaux" pour la bourgeoisie allemande - qui donnait à l'exécutif le moyen d'utiliser le échéant l'armée contre des étudiants ou des travailleurs en grève (car les années 1966 à 1969 ont été celles d'une la classe ouvrière a réagi par des grèves sauvages). Ils se rappellent aussi et surtout qu'en janvier 1972 c'est Willy Brandt qui a saisi le prétexte des attentats de la "Fraction Armée Rouge" pour signer avec les ministresprésidents des Länder de RFA le fameux "Décret. contre les extrémistes",

une recommandation formulée en commun par les instances régionales et fédérales et qui allait donner lieu à la pratique des "interdictions professionnelles".

Des centaines de milliers d'enquêtes policières furent menées. "Grâce" à Brandt, certains perdirent leur emploi ou n'en trouvèrent pas dans la fonction publique. Pour avoir ou garder un poste, il fallait jurer ne pas avoir de convictions politiques "ennemies de la Constitution". Ce furent particulièrement les militants et sympathisants d'extrêmegauche ou ceux du Parti forte récession à laquelle Communiste (DKP réautorisé en 1968) qui en firent les frais.

Décidément, qu'ils s'appellent Willy Brandt ou Mitterrand, les "socialistes" méritent bien les hommages des leurs : les puissants et les exploiteurs de ce monde.

Michelle VERDIER

Russie

Les "révélations" d'Eltsine

DE L'ART D'UTILISER LES ARCHIVES...

Eltsine vient de faire publier des documents extraits des archives soviétiques concernant le massacre de plus de 20 000 officiers polonais à Katyn et l'affaire du Boeing sudcoréen abattu en 1983 par la chasse soviétique, au-dessus de l'île de Sakhaline. A en croire Poltoranine, un ministre vice-Premier d'Eltsine, d'autres "révélations" devraient suivre; notamment sur des délibérations du Bureau Politique brejnévien lorsque fut prise la décision d'intervenir militairement en Afghanistan.

rien de bien étonnant. Eltsine, en évinçant Gorbatchev il y a un an, a en effet du même coup fait main basse sur les archives du régime notamment celles du Bureau Politique, du Comité Central, du KGB, de l'armée. Il a donc depuis eu plus que le temps, par collaborateurs interposés, de fouiller dans les vieilles armoires pour y trouver, non pas la vérité (dans les exemples cités, elle était connue, et depuis longtemps), mais de quoi tenter d'embarrasser certains de ses adversaires et rivaux.

Car évidemment c'est de cela qu'il s'agit. Quand Eltsine "révèle" que Staline avait signé l'ordre d'abattre les officiers polonais, il tient surtout à faire remarquer que la version diffusée sous Gorbatchev avait, elle, gommé la responsabilité de Staline et fait

porter le chapeau à la police politique de Béria. Quand il fait rapporter les délibérations de dirigeants soviétiques recommandant d'adopter un ton ferme vis-à-vis des médias occidentaux dans l'affaire du Boeing sud-coréen, c'est pour montrer du doigt un Gorbatchev qui en 1983 était déjà membre du Bureau Politique.

De là à conclure que lui, Eltsine, entré "seulement" en 1985 comme suppléant au Bureau Politique, serait aussi innocent que l'agneau qui vient de naître, il y a plus qu'une marge. Mais peu importe aux eltsiniens si la ficelle est énorme : ces pseudo-révélations ont au moins pour résultat de chercher à neutraliser Gorbatchev, en évitant qu'il ne profite trop de la perte accélérée de confiance d'Eltsine et de son équipe dans la majorité de l'opinion publique.

Après tout, Eltsine connaît bien ce phénomène : entre le moment de son éviction en 1987 du Bureau Politique - dont il garde, et l'a dit, une rancune tenace à Gorbatchev et sa victoire sur ce même Gorbatchev quatre ans plus tard, sa propre ascension politique s'est effectuée au rythme de la perte de popularité de l'ancien président soviétique.

Alors, maintenant Eltsine donne plus que l'impression - comme

le rapporte la presse occidentale de mitonner sa vengeance contre Gorbatchev. Et il l'espère d'autant plus savoureuse que réchauffée avec les vieilles histoires et les vraies-fausses découvertes de gens qui connaissent d'autant mieux les archives du régime stalinien et de sa police politique qu'ils en ont été des bénéficiaires et des exécutants, parfois même des exécuteurs : Eltsine n'a-t-il pas fait toute sa carrière dans l'une des principales régions de camps, l'Oural, ayant même dit-on débuté comme chargé de l'intensification du rendement des internés?

Alors oui, puisque les archives sont désormais censées être ouvertes, il y aurait sans doute bien des choses à aller y glaner. A commencer par la biographie exacte de gens actuellement au pouvoir et qui souhaiteraient donner d'eux une image de "démocrates"... si la population, en à peine un an qu'ils se trouvent aux commandes, n'avait eu amplement le temps de les juger sur pièces.

Ces pièces-là, elles, ne sont pas d'archives et Eltsine et les autres aimeraient bien les faire oublier... notamment en attirant les projecteurs de l'actualité sur d'autres exhauts dignitaires du régime stalinien.



temps un maître, le MSI est confronté aujourd'hui à forte concurrence. La Ligue Lombarde du sénateur Bossi, quelque peu élargie en une Ligue du Nord, fait feu de tout bois en dénonçant la "partitocratie", les politiciens corrompus, "Rome la voleuse" qui s'enrichirait du labeur des classes moyennes, ou encore les méridionaux et les "extracommunautaires" qui d'après lui feraient mieux de rester chez eux. Bossi appelle aussi à la "grève fiscale" et à ne plus

italienne dont le leader de la Ligue du Nord, qui propose aujourd'hui une Italie à statut fédéral, fait plutôt bon marché. De fait la démagogie

contre tout cette unité

régionaliste de Bossi sur le Nord industrieux et efficace qui paierait pour le Sud paresseux, voleur et mafieux, est évidemment plus difficilement utilisable au sud de la péninsule; un Sud qui, cela tombe bien pour le MSI, est justement une de ses terres d'implantation traditionnelles.

La compétition est donc ouverte entre Fini et Bossi, à qui réussira à s'approprier les voix d'un électorat réactionnaire et de classes moyennes qui, dans le climat actuel de crise politique et économique, ont tendance à se détacher des partis au pouvoir, de la Démocratie-Chrétienne en particulier. Bossi se place le terrain régionalisme et fédéralisme et cherche à ratisser large, mais en se limitant par là-même à une partie du pays. Fini cherche à lui opposer des thèmes réactionnaires classiques : nationalisme et évocation plus ou moins

ouverte du passé mussolinien, chassant sur des terres laissées de côté par Bossi.

Et voilà pourquoi Rome a vu samedi 17 octobre défiler des partisans du MSI au nombre de quelque cinquante mille selon la presse, dont bon nombre de crânes rasés ou de jeunes faisant le salut romain ou criant "Duce Duce" à leur passage sur la place de Venise, là où autrefois Mussolini s'adressait à la foule. Parmi eux sa petitefille Alessandra Mussolini, aujourd'hui député du MSI, qui s'est exclamée "merci grand-père" en passant en ce lieu.

La crise économique et politique d'aujourd'hui est certes loin d'avoir la profondeur de celle d'il y a soixante-dix ans, et en particulier de porter les classes moyennes à la ruine comme c'était le cas alors. Aujourd'hui si celles-ci protestent, c'est plutôt préventivement, pour qu'on ne vienne pas s'en prendre à elles et à leurs revenus. Mais pour mettre à profit ces protestations et en faire un fonds de commerce électoral -en attendant autre chose-, les charlatans de tout calibre sont déjà à l'œuvre.

André FRYS

D'UNE "MARCHE SUR ROME"

La Marche sur Rome de sinistre mémoire. c'était en octobre 1922, la grande démonstration qui ouvrit à Mussolini les portes du pouvoir. Samedi 17 octobre, ses héritiers politiques du parti néofasciste MSI (Mouvement Social Italien) ont manifesté dans la capitale sans se priver de rappeler ce précédent historique.

untonello Nussa/GAMMA

fascistes et leur actuel secrétaire général Gianloin d'accéder au pouvoir l'opinion. que ne l'était le "Duce" lors

Heureusement les néo-cette "marche" du 17 octobre avait justement pour but de se rappeler un peu à franco Fini sont bien plus l'attention des media et de

Car sur le terrain de la de sa marche d'il y a démagogie réactionnaire, soixante-dix ans. Mais c'est domaine dans lequel le bien ce qui les ennuie, et fascisme italien fut en son

confier son épargne au Trésor italien, et l'on en passe. Cette sorte de version italienne de la démagogie lepeniste se révèle rentable puisque la "Ligue" du sénateur Bossi est en passe de devenir, dans le nord du pays, la première force électorale.

Le MSI, lui, a choisi pour s'affirmer le drapeau de "l'anti-leghisme", en proclamant face à Bossi qu'il défendra envers et plus

Labinal (région toulousaine)

"Bras de fer" entre Labinal et IBM pour 16 millions de francs

Mercredi 14 octobre, à 8 h du matin, des camions de déménagement affrétés par IBM pour récupérer toutes les machines de l'atelier Electronique de Labinal trouvaient porte close: la direction les empêcha tout simplement de pénétrer dans l'usine. Mais à 12 heures, changement de programme, les travailleurs licenciés (voir LO n° 1267 de la semaine dernière) depuis trois jours apprenaient que "rien ne s'opposait plus à ce qu'IBM récupère son matériel" et que, en ce qui les concernait, ils n'avaient plus à effectuer leur préavis. Ils apprenaient aussi que les heures de grève étaient payées aux licenciés. La première vague des 160 licenciés de l'atelier Electronique - un atelier travaillant pour IBM et qui comptait 250 personnes, le quart de læffectif de l'us ne - était donc inviée à quitter l'usine le plus tôt

I rsque l'équipe du mat apprit la nouvelle justavant de finir ses hui eures, la réaction fut in anime: "Le patron de nous, on ne va laisser jeter compa:

posible.

me des malpropres, on revient demain que ça lui plaise ou non". En fait, cette volte-face de la direction laissait supposer de sordides tractations financières entre Labinal et IBM. Et les travailleurs licenciés avaient l'impression justifiée d'être utilisés par Labinal dans ses petites affaires.

Un accord prévoyait qu'IBM verserait à Labinal 16 millions de francs d'indemnités si tout se passait bien. Le ministre de l'Industrie, Stauss-Kahn, l'avait confirmé à une délégation de travailleurs venus le voir lors d'un de ses passages dans la région. L'accord prévoyait que la société Labinal s'engageait à assurer la production jusqu'à la fin du plan "social", date où IBM récupèrerait alors ses machines (à partir du 12 octobre), moyennant une compensation financière de 16 millions de francs.

En fait durant le mois de septembre, et surtout depuis le début du mois d'octobre, la production attendue par IBM prenait un retard considérable : les travailleurs écœurés par toutes les manœuvres de la direction et de plus en plus convaincus qu'ils seraient licenciés n'ayant plus de "cœur à l'ouvrage".

Si la direction Labinal jusqu'à mercredi 14 octobre 8 heures du matin l'amertume, celle de avait décidé de faire n'avoir pas réussi à faire effectuer leur préavis aux travailleurs licenciés, n'était-ce pas dans le cadre du bras de fer qui l'opposait à IBM et dont l'enjeu était pour Labinal, les 16 millions, et pour IBM, les machines? Certains ne faisaient pas que se poser la question.

On apprit d'ailleurs que les camions de déméprêts dès le lundi 12. Le bruit courut que la société Solectron (qui reprend les activités d'IBM Bordeaux) poursuivrait IBM en justice pour ses retards dans la livraison des machines promises (celles retenues chez Labinal).

De là à penser que la direction Labinal, ne voulant pas y perdre, essayait d'utiliser la présence des machines et... du personnel pour monnayer l'obtention de l'indemnité promise, il n'y a qu'un pas. On connaîtra peut-être un jour le résultat des tractations faites ce mercredi matin entre les deux requins. Mais on comprend que les travailleurs licenciés de Labinal aient eu un "coup de sang" dans ces circonstances.

En fait le lendemain matin, à l'assemblée générale qui réunit une soixantaine de vailleurs de l'atelier, le coup de colère de la veille s'était quelque peu calmé. Malgré tout, quand tout le monde envahit les locaux de la direction, celle-ci n'en menait pas large. Le directeur et le chef du personnel étaient "blancs comme linges". Après avoir marqué le coup en leur disant quelques vérités, les travailleurs se retrouvèrent à la cantine. Mais pour certains, la bonne humeur cachait mal céder le patron et de quitter une usine qui, pour la plupart, représentait près de 20 ans de leur vie.

Le vendredi 16 octobre, une vingtaine de travailleurs sont revenus de l'atelier, incapables de se résoudre à quitter l'usine comme ça. Le patron, n'osant pas les faire expulser, leur proposa même une salle de réunion, pour ne pas faire de vagues. Il y en eut pourtant à la cantine, lorsque cette vingtaine de licenciés s'installa à la table de la direction et accueillit le directeur et le chef du personnel par des sifflets qui recouvraient à peine les noms d'oiseaux qui les qualifiaient. Ils eurent droit aussi au refrain de l'Internationale, et de "Merci patron".

Deux mois d'agitation ont marqué tout le monde dans l'usine, jusqu'à une partie de la maîtrise. L'attitude du patron a scandalisé, au point que l'expérience de ce plan "social" risque de compromettre la suite des plans de la direction : il est question d'une réorganisation, voire d'un plan social, dans le secteur Connectique (400 personnes), et la situation dans le secteur Aéronautique n'est pas plus brillante. Les licenciements de l'atelier Electronique ne sont pas passés comme une lettre à la poste, et si d'autres sont envisagés ailleurs, gageons que ça passera encore plus mal.

l'usine. La crise cardiaque dont il fut victilicenciement. Bien des obsèques.

Le décès d'un tra- travailleurs le pensent. vailleur de l'Entretien Son service a refusé de licencié bouleversa travailler le jour de tous les travailleurs de l'enterrement. Plusieurs centaines de travailleurs venus des me est sans doute en trois usines Labinal du rapport direct avec son coin ont assisté aux

I have

Chausson (Gennevilliers) COUP DE COLÈRE CONTRE LES RACISTES

Chez Chausson, la mise en circulation d'un torchon raciste n'est pas passée inaperçue, le jeudi 8 octobre. Cette foisci, ce n'était pas les habituelles "inepties" racistes, mais c'était quasiment un appel au meurtre. Rapidement, un magasinier était identifié comme étant un de ceux qui faisalent circuler le tract. Et des travailleurs de l'Entretien sont allés lui dire ce qu'ils en pensaient. Avec une certaine efficacité.

sont pas restées là: Aux Presses, au Trafic, e'està dire les atcliers de production où sont concentrés les travailleurs immigrés, mais également. à l'Entretien central (secteur d'ouvriers professionnels dont un bon nombre sont "français"), des réunions houleuses se sont tenues. Les discussions ont été vives. Tous voulaient ceite tois-ci - "parce que c'était trop grave" - que la direction intervienne. La majorité parlait de sanctions, quelques-uns de licanciement, Finalement, les délégations envoyées à la direction n'éxigèrent que des sanctions et qu'une enquete soit faite pour trouver les instigateurs... chacun se doulant que certains chefs avaient trempé dans l'histoire. En effet, le magasinier, convoqué le landi

tière première... la colère ne faiblissait pas dans les ateliers, à tel point que la chef du personnel fit spécialement le déplacement un soir à la cantine pour s'en faire une idée. Les trois personnes mises sur la sellette ont alors été sanctionnées de deux jours de mise à pied chacune. Une tren-

Mais les choses n'en, taine d'ouvriers se sont déplacés le vendredi 16 octobre pour se faire confirmet le verdict.

Ce n'est pas la première fois que de la propagande ou des injures racistes sement l'émoi et la colère dans l'entreprise. Chaque fois, il y a cu des réactions efficaces, aboutissant à régler le problème entre les travailleurs eux-mêmes; les racistes étant obligés par exemple de s'excuser publiquement devant un atelier en débrayage.

La direction, qui ne faisait jusque-là que constater et désavouer après coup les actes racistes, est intervenue cette fois pour les sanctionper elle-même. Personne ne pleure sur les imbéciles qui ont été sanctionnés, mais il n'est pas sûr que, du point de vue des travailleurs, réclamer une telle intervention soit positif. Car cela re-12 octobre au service du vient à faire de la direc-personnel, donnait les tion l'arbitre du conflit, noms de deux chefe qui ce dont elle pourrait lui avaient fourui la una-chercher à se servir plus tard, contre tous.

> Alors ce qui compte est d'abord qu'une réaction des travailleurs ait eu lieu. C'est cela qui, en isolant les racistes, peut les dissuader de sé manifester et empêcher la dégradation du climat entre ouvriers.

> > Correspondant LO

April Actions

Allianz-Via (Paris et Charenton)

Nouvelle méthode patronale

L'AUTO-LICENCIEMENT PAR ECŒUREMENT

323, c'est le chiffre des "volontaires au départ" qu'a annoncé la direction d'Allianz-Via le 14 octobre en réunion de Comité d'Entreprise.

Lorsqu'elle avait sorti son "plan social" début juillet, elle avait indiqué qu'elle souhaitait 325 départs parmi les plus de 1 800 salariés des sociétés concernées ; un chiffre qui semblait énorme à tous.

Aujourd'hui elle est arrivée à ce chiffre de 323 et peut se permettre de préciser qu'"elle ne procédera pas à des licencie-.ments". .

Mais que s'est-il donc passé depuis près de quatre mois, si ce n'est la mise en œuvre d'un plan de licenciements bien raffiné?

Début juillet, la direction annonçait la mise en place de son plan et le contenu de sa méthode. Elle prévoyait de sélectionner pour septembre, parmi les 1 800 salariés, 1 000 qui seraient confirmés dans leur emploi, et de faire postuler les 800 restants aux 500 postes qui resteraient disponibles l'entreprise. Parallèlement à la période de postulation, le "volontariat" au départ serait

ouvert. La guerre psychologique commençait.

Durant deux mois la direction a voulu faire espérer à tous qu'ils seraient dans les 1 000.

Le 10 septembre, elle faisait convoquer individuellement 1 800 salariés. 1 068 furent déclarés confirmés. 750 autres devaient "postuler", rechercher un nouveau poste, faire les petites annonces internes regroupées dans un "Bottin" ou bien choisir le départ "volontaire" avec 60, 70 ou 80 000 F en plus des indemnités de licenciements (moins de 150 000 F

en tout pour la plupart des tembre-octobre avec 70 ou tat est là : 323 employés ou employés ayant 20 ans d'ancienneté). Ce jour-là, on cassait le moral à des seulement les indemnités centaines de salariés. A certains on faisait croire à la deuxième chance : ils pouvaient peut-être être repris, s'ils postulaient à un ou plusieurs postes. Le leur, bien sûr, mais aussi celui du copain, de la voisine. A d'autres, on faisait comprendre qu'ils ne seraient pas repris dans leurs services ni même ailleurs dans l'entreprise. A tous on faisait penser qu'après tout, il valait mieux partir en choisissant le volontariat en sep-

80 000 F en plus, que d'être licencié en novembre avec conventionnelles.

Et durant un mois, plus de 700 personnes iront au "Point Emploi Avenir" où elles eurent affaire à des "conseillers" pour la plupart issus d'un cabinet de recrutement (MOA) qui, lui, touchait la grosse somme. Et chacun des salariés dut leur décliner son histoire, ses "qualités personnelles" et ses "motivations" pour demander un nouvel emploi... ou le départ volontaire.

A la mi-octobre le résul-

cadres sont "volontaires" pour partir. Mais sur les 323, combien sont de vrais volontaires?

Tout au plus une centaine. Plus de 200 personnes ont été "volontaires" par intimidation, intoxication et écœurement. Licenciées de fait, même si elles ont signé quelque part qu'elles étaient "volontaires".

Aujourd'hui Allianz-Via peut publier des communiqués de presse mettant en avant sa méthode de licenciement déguisé en volontariat!

Correspondant LO

Snecma (Gennevilliers - 92)

QUAND LA CGT DÉROULE LE TAPIS ROUGE DEVANT LA GARDE RÉPUBLICAINE

Jeudi 15 octobre nous avons eu droit à la SNEC-MA (Gennevilliers) à un spectacle peu banal. La fanfare de la cavalerie à cheval de la Garde Républicaine, elle-même, s'était déplacée en grand apparat pour défiler dans l'usine.

Non, ce n'était pas une blague, mais le fruit de

tractations avec la direction menée par le CE de l'entreprise, dirigé Gennevilliers par la CGT. Il s'agissait pour le même CE de "commémorer le Bicentenaire de la République" en faisant appel à "ce grand symbole" qu'est la Garde Républicaine. C'est tout du moins ce qu'on pouvait lire sur une plaquette d'invita-

Pour cette "opération Grand Barnum", la direction s'est démenée presque autant que les responsables du CE. Elle n'a rien laissé au hasard et a prévu dans les moindres détails la cérémonie. Le tracé du parcours, les barrières de sécurité, tout a été étudié! Une véritable mise en scène à faire pâlir Claude Zidi. La

qu'elle puisse assister à ce spectacle impérissable.

On a juste échappé au discours "radical cassoulet" en l'honneur de la République pour ponctuer la manifestation.

Une République pour laquelle les dirigeants de la CGT trouvent encore des envolées lyriques. N'écri-

l'équipe du matin pour évoquée : "Les liens qui septembre dernier, lors de l'unissent aux grands symboles de la République, Garde laRépublicaine, ne sont-ils pas le témoignage entêté de ce que la République, ses valeurs, ses représentations sont irrémédiablement "du Peuple et pour le Peuple"?"

> Il faut dire que les dirigeants de la CGT n'en sont

tion (évidemment sur fond direction a même accordé vent-ils pas ainsi, dans la pas à leur premier comp tricolore) distribuée par le une demi-heure payée à plaquette d'invitation déjà d'essai tricolore. Déja en la campagne du référendum sur Maastricht, trois élus de la CGT s'étaient présentés à une réunion plénière du CE en portant chacun un Tee Shirt respectivement bleu, blanc, rouge, lequel était imprimé "Ah que NON"... Décidément le mal est profond.

Correspondant O

est-on pour autant un maniaque du casque à pointe, du fusil chassepot ou pire encore un dictateur en puissance?

Certainement pas!

Parmi les peuples du monde, celui de notre pays est souvent redouté ou envié pour ses traditions démocratiques. Les liens qui l'unissent aux grands symboles de la République, comme la Garde Républicaine,

ne sont-ils pas le témoignage entêté de ce que la République, ses valeurs, ses représentations sont irrémédiablement "du Peuple et pour le Peuple"? L'invitation, recto et verso

Renault-Douai (Nord)

"AMÉNAGEMENTS" D'HORAIRES... AUX FRAIS DES OUVRIERS!

A l'usine Renault de Douai (Nord), qui produit la R19, la direction avait entamé avant les congés des négociations avec les organisations syndicales dans le but d'aménager le temps de travail.

Elle annonçait clairement la couleur : elle proclamait que l'usine devait s'adapter aux exigences de la compétition économique, en étant capable de produire plus en période de fortes commandes, pour fonctionner au ralenti ensuite, pendant les périodes de faible activité.

Cela faisait déjà longtemps que la direction souhaitait un personnel "flexible". Elle abusait du recours aux intérimaires, aux heures supplémentaires, aux samedis travaillés. Mais cette fois, elle avait un plan : elle voulait carrément rallonger la iournée de travail.

Pour donner une allure sociale à ce plan, elle promettait des journées de congés capitalisables, en échange, ou des semaines allégées... quand le carnet de commandes serait moins plein.

Seule la CGT s'est prononcée contre, en refusant de participer aux négociations. Mais FO et la CFDT, qui gèrent ensemble le Comité d'Entreprise, ont assisté, sous prétexte de réalisme, à toutes les réunions avec la direction, en expliquant qu'il ne fallait pas se bloquer sur les vieilles habitudes, qu'il fallait être coopératif "dans l'intérêt de l'usine". Beaucoup d'ouvriers auraient préféré les entendre parler de l'intérêt des ouvriers de l'usine!

Mais ce n'était pas vraiment le sujet de ces pseudo-négociations. Lorsque la direction parlait d'aménager le temps de travail, c'était évidemment dans son intérêt à elle. Même chose dans les réunions de secteurs organisées dans les ateliers par la direction : il n'était pas question de discuter des salaires ou des conditions de travail, mais seulement de savoir comment travailler plus et plus longtemps.

Malgré cela, on a pu assister au triste spectacle de délégués des ouvriers discutant avec le directeur de la meilleure façon d'allonger la journée de travail. A ce jeu de dupes, FO et la CFDT ont même prétendu remporter des victoires, comme par exemple le fait de travailler une demi-heure de plus par jour, au lieu d'une heure!

Où trouver cette demiheure? Les solutions, si l'on peut parler de solutions, ont été variées : en commençant 9 minutes plus tôt le matin, en finissant plus tard le soir, en raccourcissant les pauses de 4 minutes chacune, en diminuant le temps de repas, ramené à 30 minutes, amputé de la franchise (si bien que beaucoup d'ouvriers ne vont même plus à la cantine : ils n'ont plus le temps de manger).

Et il y a bien d'autres mesquineries mises en place pour grapiller quelques précieuses minutes : la chasse aux temps morts est ouverte toute la journée. Les bus, qui laissaient les ouvriers sur le parking de l'usine auparavant, rentrent maintenant dans l'usine, afin de déposer les travailleurs à la porte de leur secteur à la prise de poste. Mais en fin de poste, quand il s'agit de sortir, l'urgence n'existe plus : là, la direction s'en moque. Et les bus attendent dehors. Les ouvriers doivent à nouveau marcher pour les rejoindre! C'est seulement pour aller au travail que la direction veut gagner du temps.

Cet accord est plutôt mal vécu par tous les ouvriers, même si tous les syndicats, sauf la CGT, l'ont signé. D'autant que les compensations sont minimes: la direction promet des ponts supplémentaires, sans préciser lesquels. Cela dépendra évidemment des périodes creuses. La compensation sera de 14 jours et demi capitalisables, pour l'année. Mais déjà trois jours ne seront pas pris. Ils sont payés sous la forme d'un versement mensuel de 100 F. Avec les 109 F d'allocation mensuelle supplémentaire, cela fait 209 F par ouvrier, par mois, pour beaucoup de fatigue en plus... et cent voitures de plus par jour pour Renault!

On pourrait penser que les pauses, déjà amputées,

sont encore plus nécessaires. Mais même les pauses qui restent sont travaillées : les chefs font pression pour que chacun continue le travail pendant les pauses et, dans la plupart des secteurs, en utilisant tous les moyens, ils ont réussi à briser les résistances sur ce point.

Car depuis la rentrée de septembre ce nouveau système, beaucoup plus fatigant comme en témoigne l'augmentation sensible des arrêts maladie, s'est imposé malgré tout.

Les débravages proposés par la CGT n'ont pas marché. Le mécontentement est pourtant perceptible, au point que même les syndicats signataires parlent maintenant "d'aménagements possibles"

Il manque, pour qu'il y ait des véritables réactions, le moral et la confiance. Mais la direction a peutêtre tort de se vanter déjà de ses succès, comme elle le fait dans la presse locale. Elle se considère en effet comme "pilote", capable de montrer la voie aux autres usines du groupe pour faire rester les ouvriers plus longtemps à l'usine et les faire travailler plus dur. Mais qui dit que ce sera durable?

Correspondant LO

En 1991, le nombre total d'emplois en France a diminué de 100 000, mais l'industrie et le bâtiment ont trinqué plus durement encore en perdant 145 000 emplois qui ont été compensés partiellement par les gains d'autres secteurs. Au premier semestre 1992, la dégringolade a continué avec la disparition de 31 000 emplois supplémentaires, toujours avec un déficit plus fort pour l'industrie et le bâtiment.

Le gouvernement a arrosé les patrons avec les milliards du budget, pour qu'ils investissent. Mais, après avoir empoché, ils continuent de préférer jouer à la finance. Ce n'est pas une surprise.

La dégringolade jusqu'où ?

Adresser toute correspondance à : **LUTTE OUVRIERE** B.P. 233

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celul des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

le capitalisme par une société libre, fratérnelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

75865 PARIS CEDEX 18 FRANCE La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est

20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 17 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de Paris La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission paritaire des publications nº 64 995.

A nos abonnés :

Du fait de l'augmentation récente du prix de notre journal -et aussi de celle des tarifs postaux-, le tarif de nos abonnements sera porté à 300 F, au lieu de 250 F annuels à l'heure actuelle.

Mais d'ici au 1er novembre, date à laquelle nous appliquerons ce nouveau tarif, chacun peut bien évidemment s'abonner ou se réabonner à l'ancien. Profitez-en!

ABONNEMENTS

– Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F. Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

- Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PRENOM:

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

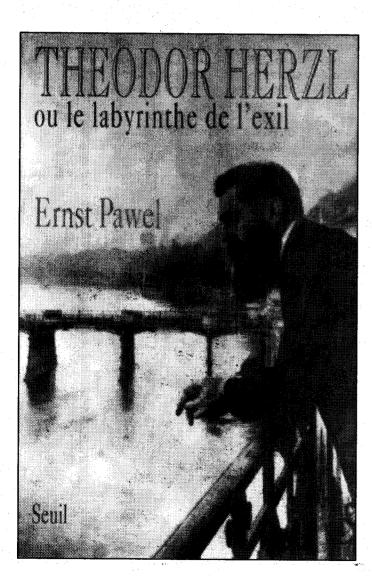
Réglement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Aux origines in transform du sionisme, un transform du sionisme, qui a transform mouvement qui a oppresseurs mouvement qui a oppresseurs des opprimés en oppresseurs des opprimés en oppresseurs

Theodor Herzl (1860-1904) fut le fondateur du sionisme, ce mouvement politique du "retour" des Juifs en Palestine, même si celui-ci existait à vrai dire avant lui d'une façon marginale. Il en fit le mouvement qui devait aboutir à la création de l'Etat d'Israël un demi-siècle après sa mort.

Cette nouvelle biographie, due à un Juif américain qui paraît être un sioniste "modéré", est intéressante car elle ne "fait pas de cadeaux" à son héros et elle nous fait voyager dans les milieux dirigeants et les sociétés, en Autriche, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Russie, en Turquie et en Palestine à la fin du XIXe et au début du XX° siècle.



Budapest, dans l'Empire d'Autriche, et lui-même fut un bourgeois cultivé qui fit carrière dans le plus prestigieux journal de Vienne, la Neue Freie Presse. Il en fut le correspondant politique à Paris, avant de devenir correspondant littéraire. Car il se piquait de littérature et il écrivit d'ailleurs plusieurs pièces de théâtre médiocres qui n'ont jamais eu de succès. Herzl admirait l'aristocratie et n'avait que mépris pour les régimes à prétentions démocratiques, en particulier pour le Parlement français qu'il avait vu de près. Un personnage comme Bismarck était plus proche de son idéal. Il n'hésitait pas à se commettre avec des antisémites notoires comme Alphonse Daudet dont il fréquenta le salon littéraire et avait de l'admiration pour Drumont, sorte de Le Pen antisémite de l'époque. Herzl était en fait un "homme du monde" qui fréquentait la bonne société et que son état de Juif gênait. A cette époque, il ne voyait d'autre solution au "problème juif" que l'assimilation des Juifs dans les différents pays où ils vivaient. Il eut même l'idée saugrenue de faire convertir solennellement au christianisme tous les Juifs de Vienne...

L'échec de l'intégration et la naissance du sionisme

Mais en Russie, depuis les années 1880, on assistait à une recrudescence de pogroms meurtriers organisés par les autorités, et les Juifs persécutés cherchaient à fuir. Certains commençaient aussi à se tourner vers les formations révolutionnaires. Sans arrêt, des vagues d'immigrants juifs misé-

rables quittaient la Russie, la Pologne, la Roumanie, vers l'Autriche, l'Allemagne, la France, où ils étaient souvent mal vus des Juifs installés depuis longtemps qui redoutaient qu'ils ne compromettent leur intégration et leur relative tranquillité. En Occident aussi l'antisémitisme faisait des progrès. Un bourgeois comme Herzl ne pourrait-il donc jamais s'intégrer au milieu social qui devait être le sien?

En janvier 1895 il assista à la dégradation militaire du capitaine Dreyfus, Juif alsacien accusé faussement d'être un espion au service de l'Allemagne. Herzl en tira la conclusion que, si même dans "le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme" quelqu'un d'aussi assimilé qu'un officier de l'armée française ne pouvait parvenir à faire oublier ses origines juives, cela ne serait sans doute jamais possible nulle part.

Il fallait donc, d'après lui, créer un "Etat des Juifs", selon le titre de l'ouvrage qu'il écrivit aussitôt, et qui n'eut au début pas plus de succès que ses pièces...

En fait l'idée du sionisme et même le mot existaient depuis déjà assez longtemps, bien que Herzl l'ignorât. Il y avait même en Palestine quelques milliers de Juifs venus s'installer grâce à des aides comme celles d'un Rothschild. Mais le sionisme n'était que marginal, et l'idée d'amener tous les Juifs du monde en Palestine était considérée comme une folie -et effectivement c'en était une!

L'homme d'Etat d'un Etat à venir

Herzl en moins de dix ans fit du sionisme un mouvement relativement important, avec des Congrès annuels, une équipe dirigeante, etc, qu'il dirigeait d'une manière dictatoriale,

Theodor Herzl

de Ernst Pawel

ce qui provoqua de nombreux conflits. Il tenta de négocier l'avenir des Juifs par le biais de nombreuses tractations le plus souvent secrètes. C'est ainsi qu'il rencontra le Kaiser Guillaume II qui souhaitait se débarrasser des Juifs de son Empire et était prêt à les envoyer au diable, ou qu'il rencontra le sanguinaire Sultan de Turquie Abdul Hamid à qui il demanda que la Turquie cède la Palestine (alors possession turque) aux Juifs, en échange d'un soutien financier pour redresser le Trésor turc, ce qui n'eut aucun résultat.

Herzl rencontra même le sinistre chef de la police tsariste, Plehve, pogromiste notoire qui lui proposa le marché suivant : une aide pour le sionisme de la part de la Russie, en échange d'une modération de l'agitation nationaliste des Juifs sur le territoire russe. Marché de dupes que Herzl accepta, en se moquant bien de ce que pouvaient en penser les Juifs russes euxmêmes dont un grand nombre furent scandalisés de cette compromission. En fait Herzl se comportait déjà comme un homme d'Etat, qui intrigue derrière le dos des peuples, à la seule différence qu'il n'avait pas encore d'Etat à sa disposition...

Herzl rencontra même Joseph Chamberlain, le ministre britannique des Colonies, qui lui dit qu'il ne pouvait rien en ce qui concerne la Palestine, mais qui tenta d'expédier les Juifs en Ouganda, afin qu'ils contribuent à coloniser le pays. Mais les colons anglais d'Ouganda protestèrent : les Juifs pour eux n'étant pas le sionisme a contribué à agdes Blancs à part entière!

Le piège sioniste

Herzl n'avait que le plus profond mépris pour les masses populaires, et en particulier pour les pauvres d'Europe orientale. Il parlait parfois de "populace décadente", et à quelques reprises l'injure "Youpin" est même venue sous sa plume pour qualifier les Juifs.

Mais aux masses juives pauvres opprimées de l'Europe de l'Est, le sionisme pouvait sembler ouvrir une issue et leur rendre leur dignité. Herzl fut impressionné, à Vilna, la ville juive par excellence de l'Empire tsariste, de la chaleur de l'accueil des pauvres gens qui durent combattre la police pour pouvoir l'approcher. Le nationalisme sioniste allait d'ailleurs par la suite offrir un dérivatif aux aspirations de tous les Juifs qui pouvaient être tentés par les idées socialistes.

Lorsque Herzl fit le voyage en Palestine il ne mentionna pas une seule fois l'existence des Arabes. Herzl, avec la "bonne conscience" d'un bourgeois colonialiste européen, et avec lui la plupart des dirigeants sionistes tenaient le problème pour inexistant. Il a promis même, par lettre, à un dirigeant arabe qui s'inquiétait : "Mais qui voudrait expulser ces gens?" (les Arabes). Une promesse qui ne lui coûtait rien.

On sait comment le sionisme et la création de l'Etat d'Israël n'ont finalement arraché une partie des Juifs à l'antisémitisme européen que pour les précipiter dans un piège sanglant, dans des guerres sans fin contre les peuples arabes, au seul profit de la domination impérialiste sur le Moyen-Orient. Il a transformé les Juifs israéliens en un peuple d'oppresseurs. Sans même résoudre le "problème juif", graver et à compliquer un autre problème : celui de l'oppression des Arabes, et en particulier des Palestiniens.

André VICTOR

Theodor Herzl, ou le labyrinthe de l'exil, d'Ernst Pawel - Ed. du Seuil - 509 pages. 209 francs.

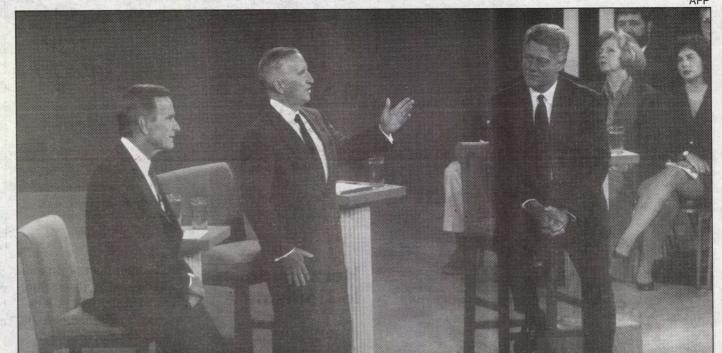
Bush, Clinton, Perot

Le sprint final des



Les trois débats télévisés qui auraient pu peut-être modifier la position de Bush dans la campagne électorale des présidentielles américaines sont désormais terminés. Même si, paraîtil, le candidat républicain aurait été meilleur dans le dernier, le lundi 19 octobre, Bush n'aurait pas réussi à refaire son handicap et ses adjoints euxmêmes sont pessimistes et semblent penser que, sauf coup de théâtre, son rival démocrate Clinton, qui s'affiche comme le partisan du changement (au moins du président !), devrait l'emporter.

Le dernier débat a bien sûr été l'occasion de lancer quelques peaux de bananes à celui que les sondages désignent comme le vainqueur probable, sans vraiment réussir à le faire glisser. Bush a signalé aux contribuables que Clinton ne manquerait pas, quoi qu'il en dise, de leur faire les poches. Perot, le milliardaire texan, s'est attaqué à l'un des axes de Clinton, son bilan de gouverneur de l'Arkansas, en lui lançant : "Ce n'est pas parce qu'on a dirigé une épicerie, qu'on peut diriger un hypermarché." Mais même aussi superficiel, le débat a surtout tourné autour de la crise économique, une crise qui touche profondément la société américaine et explique sans doute à la fois la mauvaise posture de Bush et le relatif intérêt qu'aurait suscité cette campagne.



L'ÉCONOMIE ESSOUFFLÉE

DU CAPITALISME DÉBRIDÉ...

L'économie américaine, la locomotive de l'économie mondiale, est aujourd'hui à quai. Les expédients administrés pour la stimuler depuis plus de douze ans, aussi bien par Carter, Reagan que Bush, après avoir permis aux patrons de super-profits, ont fini par mettre à plat la plus puissante économie du monde. A l'euphorie et l'engouement pour le capitalisme des "raiders" et de leurs OPA, des "golden boys" et de leurs "obligations pourries" et des services qui devaient permettre, disait-on, à chacun de pouvoir créer son emploi, succède aujourd'hui une profonde morosité.

Ainsi, la réforme fiscale, présentée en 1986 comme égalitaire, a abouti à réduire, entre 1986 et 1989, le nombre des riches soumis à l'impôt ; il n'en est plus resté que 13 à 15 % dont les versements au fisc ont fondu de 53 à 61 % des sommes payées avant 1986! En movenne, il a été calculé que, si les contribuables les moins imposés ont versé 185 F de moins sur leurs impôts, les économies des plus riches, ceux dont les revenus annuels dépassent l'équivalent de cinq millions de francs, se chiffrent en moyenne à 1,4 million de francs. Ainsi, rien que our 1989, les grandes entreprises ont pu s'éviter de verser au fisc quelque 450 milliards de francs.

L'ensemble de ces mesures a libéré des masses d'argent, qui se sont injectées dans les circuits spéculatifs. En dix ans, les revenus des plus riches ont augmenté, selon les calculs de deux journalistes américains, de 2 184 %. Mais, en écartant les capitaux de la production pour les diriger vers la spéculation, cela a déclenché un choc en retour, dévastateur pour le capitalisme américain.

En contrepartie de la spéculation s'est creusé un immense déficit budgétaire, équivalant il y a dix ans à la dette du Tiers Monde et qui a quadruplé depuis. Avec la différence que l'Etat américain peut faire reposer ses dettes sur le monde entier. Ce qui a incité les pouvoirs publics à laisser cet abcès se développer, au point qu'il devient aujourd'hui extrêmement difficile de le résorber : l'argent frais qui va vers lui ne sert qu'au paiement des intérêts de cette

A LA CRISE...

Aux années de griserie a donc succédé la "gueule de bois". Le krach d'octobre 1987 a été un avertissement, qui a mené à un premier dégonflement partiel de la "bulle financière". L'économie américaine a connu son cortège d'échecs et de faillites : l'inventeur des "obligations pourries", ces produits financiers à hauts risques, s'est retrouvé en prison, sa société ayant mis la clé sous la porte ; des empires immobiliers se sont écroulés ; le réseau de caisses d'épargne rongé par la spéculation financière est entré en faillite ; quant au circuit bancaire, qui ne vaut guère mieux, il est question en décembre prochain d'une purge qui devrait fermer quelques-unes des banques que l'absence de régulation économique a mises en sérieuses difficultés (127 banques ont fait faillite l'an dernier, elles devraient être 200 cette année).

Une partie du parc productif est aussi vieillie que certaines infrastructures, ponts ou routes, sont dans un état lamentable. Mais les pertes financières ont freiné puissamment l'investissement productif au point de faire basculer l'économie américaine dans la récession dès juin 1990, relançant le développement du chômage.

... ET REVOILA LE CHOMAGE !

Celui-ci avait été enrayé vers 1982-1983 grâce aux créations d'emplois dans les services et le commerce, sans avoir d'ailleurs retrouvé les emplois d'avant 1973, ni en nombre, ni en qualité. Car bien des emplois qualifiés avaient déjà été remplacés par des emplois plus précaires et moins bien payés. Aujourd'hui, non seulement de grandes industries comme General Motors et d'autres licencient à nouveau à tour de bras, mais les services et le commerce ne créent plus guère d'emplois et

aucun secteur économique ne donne de signes visibles d'une reprise susceptible de relancer l'ensemble de l'économie.

Bush a longtemps nié la récession. Elle est désormais patente pour tous. Clinton, s'il l'emporte, devra bien lui aussi mener la politique de la bourgeoisie américaine. Ce qui signifie que, contrairement à ses promesses d'"imposer les plus riches", il devra imposer une nouvelle politique d'austérité à ceux de ses électeurs qui appartiennent à la classe ouvrière et même à une partie de la petite bourgeoisie. Le président comme le Congrès et tous les dirigeants de l'administration fédérale, qu'ils se disent républicains ou démocrates, partisans de l'intervention de l'Etat ou au contraire du libéralisme économique, ne sont-ils pas tous des défenseurs du capitalisme, de la fameuse "économie de marché", et finalement des privilèges d'une des bourgeoisies les plus riches et les plus arrogantes du monde ?

Reste à savoir si cette nouvelle vague d'austérité qui s'annonce sera mieux acceptée de la part de la classe ouvrière, simplement parce qu'elle serait imposée par le "démocrate" Clinton.

Jacques FONTENOY

